CHRONIQUE JURIDIQUE LIBYENNE 1996-1997

Taoufik MONASTIRI*

Cette rubrique est basée sur le dépouillement et la traduction du *Journal Officiel libyen* du n° 1 du 17 janvier 1996 (17 *ayy an-nâr* 1425) au n° 24 du 14 décembre 1996 (14 *al-kânûn* 1425) et du n° 1 du 9 janvier 1997 (9 *ayy an-nâr* 1426) au n° 16 du 6 octobre 1998 [sic] (6 *al-tumûr* 1427)⁽¹⁾.

Rappelons qu'en Libye le mode de datation par l'année solaire a été modifié en 1994 (voir *AAN 1994*, p. 801 et *AAN 1995* p. 626), ainsi l'année libyenne 1425 correspond à l'an 1996 de notre calendrier, et 1426 à 1997.

ADMINISTRATION

Collectivités territoriales

– Décret n° 155-1426 du Comité populaire général (CPG) du 15-7-1426 portant délimitation du découpage administratif des circonscriptions territoriales appelées « *manâtiq* » et de leurs subdivisions en « *mahallât* ». *JR* (15), 2.9.1427 [sic] (1997); 540-552.

Apparemment l'appellation des circonscriptions par municipalités « *baladiyyât* » disparaît et est remplacée par « *manâtiq* » (pluriel de « *mintaqâ* »). On en dénombre désormais 44, subdivisées en 378 « *mahallât* ».

AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Coopération

– Décret n° 305-1425 du CPG du 12-10-1425 portant adoption du protocole d'accord signé à Tripoli le 6-10-1425 entre la Jamahiriya et la République turque approuvant la Convention de coopération entre les deux pays. *JR* (1), 9-1-1426 (1997) : 1.

– Décret n° 338-1425 du CPG du 7-12-1425 portant approbation du procès-verbal de la 12^e réunion de la commission mixte libyo-nord-coréenne signé à Pyongyang le 11-10-1425 entre les deux pays, relatif à la coopération économique et culturelle, et portant règlement de la question des créances des sociétés coréennes (en Libye). *JR* (2), 1-2-1426 (1997) : 31-41.

– Décret n° 56-1426 du CPG du 31.3.1426 portant adoption du protocole d'accord signé à Téhéran le 4.10.1425 entre la Jamahiriya et la République islamique d'Iran approuvant la Convention de coopération entre les deux pays. *JR* (10), 29-5-1426 (1997) : 373.

* Ingénieur d'études au CNRS-MMSH.

(1) A partir du n° 14 du *Journal Officiel*, les dates portées sur la couvertures des numéros sont erronées, en effet « une année est sautée » et on passe de 1426 (1997) à 1427 qui correspond à l'an 1998, ce qui est manifestement faux, d'ailleurs la pagination et la numérotation des exemplaires ne tiennent pas compte de cette erreur. Cet petit incident d'imprimerie (ou de rédaction) montre bien les difficultés à suivre les différents calendriers libyens, nous l'avons déjà signalé dans les précédentes Rubriques législatives dans l'AAN.

– Décret n° 182-1427 [sic] du CPG du 10-8-1427 portant adoption du protocole d'accord signé à Tobrouk le 13.6.1426 entre la Jamahiriya et la République arabe d'Égypte approuvant la Convention de coopération entre les deux pays. *JR* (16), 6-10-1427 (1997) : 573-574.

Ce protocole d'accord signé à la suite de la réunion de la grande commission mixte égypto-libyenne est accompagné de deux autres textes, le premier énumère les domaines où s'exerce la coopération (décret n° 183-1427, p. 575-576), le deuxième concerne le suivi de cette coopération dans le domaine des transports et des communications, (décret n° 184-1427, p. 577-578).

CULTURE

Prix al-Fatih

– Décret n° 61-1424 (1995) du Secr. du Com. pop. à l'information, à la culture et à la mobilisation du 30.9.1424 portant publication des noms des lauréats du Prix *al-Fatih* des arts et lettres. *JR* (2), 11-3-1425 (1996) : 40-41.

Ces lauréats sont, pour l'année 1424 (1995) : Ali Mustapha al-Misrati, Hassan Ahmed as-Soussi et Khalifa Mohammed at-Tillissi (lettres), Mohammed Aboubaker Toumiya, Khadija Mohammed al-Jahmi (arts).

ÉCONOMIE

1°) Banque

– Loi n° 8-1425 (1996) du Congrès général du peuple (CGP) du 13-2-1996 fixant les règles d'organisation de la Banque centrale de Libye. *JR* (3), 13-3-1425 (1996) : 81-82.

– Décret n° 5-1425 du CGP du 13-2-1425 portant désignation de M. Tahar Hadi al-Jahimi gouverneur de la Banque Centrale. *JR* (7), 8.4.1425 (1996) ; 176.

2°) Budget

– Loi n° 2-1996 du CGP. du 13-2-1996 portant approbation du budget de l'État pour l'exercice 1425 (1996). *JR* (5), 23-3-1425 (1996) : 126-132.

L'État est autorisé à dépenser pendant cet exercice quatre mille cinq cent dix huit millions de dinars libyens (4 518 millions DL). Les prévisions des recettes s'élèveraient à quatre mille six cent trente huit millions de dinars libyens (4 638 millions DL), dont 2 922 millions provenant des recettes pétrolières. L'excédant des recettes devrait être dépensé selon les priorités suivantes : le remboursement des dettes de l'État puis le soutien des réserves⁽²⁾.

– Loi n° 1-1426 (1997) du CGP du 9-3-1997 portant approbation du budget de l'État pour l'exercice 1426 (1997). *JR* (8), 10-5-1426 (1997) : 280-283.

L'État est autorisé à dépenser pendant cet exercice cinq mille trois cent quatre vingt et un millions trois cent quatre vingt treize dinars libyens (5 381,393 millions DL). Les prévisions de recettes couvriraient la totalité des dépenses (3 455 millions proviendraient des recettes pétrolières).

(2) A partir de cette année le *Journal Officiel Libyen* ne publie plus en annexe les tableaux représentant la répartition du budget poste par poste, alors que le texte de la loi précise : « le détail figure dans les tableaux ci-joints ».

3°) *Change et monnaie*

– Loi n° 21-1425 du CGP du 5-6-1425 portant modification de la loi n° 1-1993 relative à l'organisation bancaire et à la circulation des monnaies étrangères (devises). *JR* (15), 15-7-1425 (1996) ; 441-442.

Le marché parallèle des devises étrangères est interdit. Les sanctions sont aggravées en cas de « siège » (ou embargo), de guerre ou de menaces frappant la Jamahiriya. Référence est faite aux sanctions prévues par l'article l'article 177 du Code pénal.

4°) *Commerce*

– Loi n° 4-1426 du CGP du 9-3-1426 portant organisation de l'importation des marchandises et de leur distribution. *JR* (12), 28.6.1426 (1997) : 434-438.

5°) *Coopération*

– Décret n° 141-1426 du CPG. du 15.7.1426 portant approbation du procès-verbal de la réunion qui a eu lieu à Tripoli du 27 au 29-5-1426, entre les hommes d'affaires tunisiens et leurs homologues libyens. *JR* (15), 2-9-1427 [sic] (1997) ; 530-539.

Cette réunion qui a fait suite à celle que le colonel Kadhafi a eu avec les Tunisiens lors de sa visite officielle à Tunis du 28-10 au 2-11-1996, jette les bases d'une coopération entre les chefs d'entreprises tunisiens et leurs homologues libyens dans les domaines suivants : les industries mécaniques électriques et électroniques ; l'industrie chimique ; les industries alimentaires et les minoteries ; l'industrie du cuir ; la papeterie ; les produits pharmaceutiques ; le bâtiment, et l'industrie touristique.

6°) *Investissements étrangers*

– Loi n° 5-1426 du CGP du 9-3-1426 portant réglementation du dispositif d'encouragement de l'investissement des capitaux étrangers en Libye. *JR* (10), 29-5-1426 (1997) : 349-358.

Un organisme d'encouragement des investissements est créé. Sa mission et ses domaines d'action définis sont, l'industrie, la santé, le tourisme, les services et l'agriculture. Les matériels (machines et pièces de rechanges) nécessaires à la réalisation des projets sont exonérés des taxes douanières. Les entreprises créées dans le cadre de ces projets bénéficient d'un paradis fiscal d'une durée de cinq ans ; seules les taxes portuaires, les frais d'emmagasinage et de manutention sont maintenus. Les bénéficiaires peuvent être rapatriés en devises convertibles, de même le personnel étranger travaillant dans ces entreprises est autorisé à rapatrier en devises une partie de ses rémunérations. Autre avantage, l'État s'interdit de nationaliser, d'exproprier ou de « harceler fiscalement » ces entreprises. Le secteur pétrolier est exclu du domaine d'application de cette loi, il reste soumis au cadre défini par la loi n° 25 de 1955.

FISCALITÉ

– Loi n° 23-1425 du CGP du 5-6-1425 portant modification de la loi n° 64-1973 relative à l'impôt sur le revenu. *JR* (18), 20-8-1425 (1996) : 512-515.

– Loi n° 2-1426 du CGP du 9-3-1426 portant modification de l'article 27 de la loi n° 64-1973 relative à l'impôt sur le revenu. *JR* (10), 29-5-1426 (1997) : 347.

Le nouvel article stipule que l'État ne perd pas ses droits à réclamer (et à recouvrir) ce qui lui est dû, malgré la fin des délais de prescription prévus par la loi.

INSTITUTIONS

1° Administration

– Loi n° 11-1425 du CGP du 13-2-1996 portant réorganisation du Comité « du contrôle populaire ». *JR* (4), 19-3-1425 (1996) : 93-125.

Cet organisme, qui dépend du Congrès général du peuple, a pour mission d'exercer le contrôle financier, administratif et technique du système étatique de la Jamahiriya.

– Décret n° 4-1426 du CGP du 9-3-1426 portant désignation de M. Nouri Sabbaq Hamd comme Sec. du Com. pop. gén. du contrôle populaire et du suivi. *JR* (9), 13-5-1426 (1997) : 312.

2° Congrès populaires

– Loi n° 1-1425 du CGP du 13-2-1996 portant réglementation de l'organisation des travaux des congrès et des comités populaires. *JR* (3), 13-3-1425 (1996) : 62-70.

Cette loi vient compléter la législation libyenne relative aux institutions populaires en précisant et définissant le fonctionnement pratique (et au quotidien) de ces institutions⁽³⁾.

3° Congrès général du peuple (CGP)

– Décret n° 1-1425 du CGP du 13-2-1425 portant désignation des membres du secrétariat du CGP. *JR* (7), 8-4-1425 (1996) : 172.

MM. Ali Moussa Chari, secrétaire adjoint ; Mahmoud Ali Al Hetki, secrétaire aux affaires populaires ; et Abdallah Idriss Ibrahim, secrétaire des affaires syndicales, des Unions et des Associations professionnelles.

– Décret n° 1-1426 du CGP du 9-3-1426 portant désignation des membres du secrétariat du CGP. *JR* (9), 13-5-1426 (1997) : 308.

Sont désignés⁽⁴⁾ :

MM. az-Zenati Mohammed az-Zenati, secr. du CGP ; Abdelhamid as-Sid az-Zintani, sec. adjoint ; Ahmad Mohammed Ibrahim, sec. chargé des affaires des Congrès populaires de base ; al-Baghdadi Ali al-Mahmoudi, sec. chargé des affaires des Comités populaires ; Abdallah Idriss Ibrahim, sec. chargé des affaires des syndicats, des unions professionnelles et des associations des artisans ; Saad Mustapha Moujber, sec. chargé des affaires extérieures ; et M^{me} Noura Romdhane Abou Safritah, sec. chargée des affaires de la femme.

4° Comité populaire général (CPG)

Gouvernement

– Décret n° 1-1425 du Comité populaire général (CPG) du 2-1-1425 portant approbation des décrets promulgués par son secrétariat pendant la période écoulée entre sa première et sa deuxième réunions en 1424 (1995). *JR* (7), 8-4-1425 (1996) : 177.

Un texte étonnant, puisqu'il s'agit de la part d'un gouvernement (le Comité pop. gén.) d'adopter les décrets que son chef (le secrétaire du CPG) a promulgué entre deux réunions de son gouvernement. C'est la première fois que nous rencontrons un pareil texte depuis que nous assurons l'établissement de cette chronique législative, y a-t-il eu des contestations de ces décrets ?

(3) Voir les lois n° 2-1994 (Organisation des congrès populaires) et n° 3/1994 (Organisation des Comités populaires), in *AAV 1995*, p. 623-624.

(4) En Jamahiriya, le mode de désignation est la cooptation. Le mot arabe employé ici est « *ikhtiyār* ». Il semblerait que le mot « *tas'id* », habituellement utilisé, soit abandonné pour « *ikhtiyār* » qui est plus simple.

– Décret n° 2-1425 du CGP du 13-2-1425 portant désignation des secrétaires des Com. pop. gén. catégoriels. *JR* (7), 8-4-1425 (1996) : 173.

MM. Abdelhafidh Zlitni, sec. au Plan, à l'économie et au commerce; Bachir Romdhane Abou Janah, sec. aux ressources marines; et Ali Ben Romdhane, sec. à l'agriculture.

– Décret n° 3-1426 du CGP du 9-3-1426 portant désignation des membres du Sec. du Com. pop. gén. *JR* (9), 13-5-1426 (1997) : 310-311.

Sont désignés :

al-Gueoud Abdelmajid Mabrouk, Secrétaire; Mountassar Omar Mustapha, Affaires extérieures et coopération; az-Zoui Mohamed Abulqacem, Justice; Hijazi Mohamed Mahmoud, Sûreté nationale; Houda al-Bukhari Salem, Tourisme; az-Zlitni Abdelhafidh Mahmoud, Plan, économie et commerce; Chamekh M'barek Abdallah, Logement et équipement; Challabi Faouzia Bachir, Information, affaires culturelles et mobilisation jamahirienne; Azzouz Meftah Ali, Industrie et métallurgie; Maatouq Mohamed Maatouq, Apprentissage et formation; Chaairi Ali Moussa, Jeunesse et sport jamahirien; Hanchiri Ezzedine Mohamed, Transport et communication; Fezzani Jomaa Mahdi, Union; Badri Abdallah Salem, Energie; Bayt Al-Mal Mohamed Abdallah, Finances; Abou Soua Masoud Sad, Richesse animale; Abou Jenah Bachir Romdhane, Richesses marines; Ibn Romdhane Ali Mohamed, Agriculture; al-Ghemari Soulaymane Abdallah, Santé et Sécurité sociale; Ambirich al-Mahdi Meftah, Enseignement et recherche scientifique.

ISLAM

1°) Droit pénal

– Loi n° 13-1996 du CGP du 13-2-1425 portant définition des prescriptions des sanctions pénales (islamiques, « *hudûd* ») concernant les crimes de vol et de brigandage. *JR* (6), 28-3-1425 (1996) : 146-152.

Les conditions d'application de la loi dite « de la main coupée » (loi n° 148-1972)⁽⁵⁾, ont été redéfinies dans un sens relativement plus libéral puisque la notion de pardon formulé par le coupable est codifiée ici pour éviter l'application stricte de la loi (sanction de l'ablation de la main), de même cette exécution ne pourra être accomplie qu'après examen de la Cour suprême. De plus la loi fait explicitement référence à la Charte Verte des Droits de l'homme.

– Loi n° 20-1425 du CGP du 5-6-1425 portant modification de la loi n° 4-1424 (1995) portant interdiction (de la consommation) du vin. *JR* (15), 15-7-1425 (1996); 438-440.

L'interdiction frappe aussi toute institution ou entreprise étrangère qui introduit les vins et spiritueux en Jamahiriya, en quel cas celle-ci considère que cet acte témoigne d'une volonté de destruction de la société libyenne et l'État serait en droit de prendre les mesures nécessaires pour se protéger. Référence est faite aux sanctions prévues par l'article 169 du Code pénal.

2°) Économie

– Loi n° 4-1425 du CGP du 13-2-1425 portant interdiction (*tahrîm*) de la spéculation. *JR* (3), 13-3-1425 (1996) : 75-76.

La spéculation et le stockage en vue d'une revente avec une importante plus-value, sont interdits. Ils sont considérés comme des crimes lorsqu'ils touchent les produits alimentaires, les vêtements, le logement, les voitures (et tout ce qui les composent) ainsi que les produits de premières nécessités.

(5) Voir AAN 1972.

- Décret n° 172-1425 du Com. pop. gén. 18-6-1425 pris en application de la loi n° 4-1425 portant interdiction de la spéculation. *JR* (15), 15-7-1425 (1996) : 450-453.

- Loi n° 22-1425 du CGP du 5-6-1425 portant modification de l'article 3 de la loi n° 4-1425 relative à l'interdiction de la spéculation. *JR* (15), 15-7-1425 (1996) : 438-440.

La sanction est la peine capitale si le crime a été commis en temps de guerre ou si la Jamahiriya est menacée.

3°) Enseignement supérieur

- Décret n° 257-1425 du CGP du 27-8-1425 portant création à Zliten de l'Université des sciences islamiques. *JR* (22), 3-11-1425 (1996) : 695-699.

Le nom qui a été choisi pour cette nouvelle université fait référence à Sidi Abdessalam al-Asmar, elle s'appelle « *al-Jâmi'a al-asmariya* ».

JUSTICE

1°) Cour de justice populaire

- Loi n° 7-1426 du CGP du 09-3-1426 portant modification de certains articles de la loi n° 5-1988 relative à la création de la Cour de justice populaire. *JR* (10), 29-5-1426 (1997) : 364-371.

Les nouveaux articles précisent la liste des crimes qui relèvent de la compétence de la Cour. Par ailleurs, le nouvel article 9, alinéa A, supprime la prescriptibilité de ces crimes.

- Décret n° 3-1425 du CGP du 13-2-1425 portant désignation de M. Abderrahmane Moussa al-Abbar, président de la Cour de justice populaire *JR* (7), 8-4-1425 (1996) : 174.

- Décret n° 4-1425 du CGP du 13-2-1425 portant désignation de M. Sad Aribi Hafayniya, procureur général populaire. *JR* (7), 8-4-1425 (1996) : 175.

2°) Société

- Loi n° 19-1425 du CGP du 5-6-1425 portant modification des articles 34, 35 et 44 de la loi n° 7-1990 relative au commerce et à la consommation des drogues et des stupéfiants. *JR* (15), 15-7-1425 (1996) : 436-437.

Un nouvel article est ajouté, il fait mention de l'application des sanctions prévues par l'article 169 du Code pénal et il ajoute « selon la gravité du crime ».

3°) Lutte antidrogue

- Décret n° 1-1996 du Secr. gén. du CGP du 1-1-1996 portant modification du nom de l'Organisation Internationale de la Lutte contre l'usage de la drogue et publication du nouveau texte de sa convention. *JR* (2), 11-3-1425 (1996) : 45-57.

MEDIA

1°) Télévision

- Décret n° 320-1425 du Sec. du com. pop. de l'information, la culture et de la mobilisation jamahirienne du 2.10.1425 portant création d'une chaîne de télévision émettant par satellite. *JR* (23), 20-11-1425 (1996) : 729-732.

Désormais le programme international de la chaîne nationale est transféré à la nouvelle chaîne.

2°) Presse

– Décret n° 454-1425 du Sec. du com. pop. de l'information, la culture et de la mobilisation jamahirienne du 2-10-1425 portant fixation des délais de livraison à l'imprimeur des différents numéros de la presse libyenne quotidienne. *JR* (23), 20-11-1425 (1996) : 733-735.

Ce décret concerne les quatre quotidiens : al-Fajr al-jadid (l'Aube nouvelle), az-Zahf al-'Akhdhar (l'Assaut vert), al-Jamâhîriya (la Jamahiriya) et ach-Chams (le Soleil).

PATRIMOINE CULTUREL

– Décret n° 152-1425 du Com. pop. gén. du 4-6-1425 pris en application de la loi n° 3-1424 portant protection du patrimoine archéologique, des musées, des anciennes villes et des monuments historiques. *JR* (16), 27-7-1425 (1996) : 456-479.

PROTOCOLE

Médailles et décorations

– Loi n° 3-1425 du CGP 13-2-1996 portant publication de la nomenclature, la description et le mode d'obtention des médailles et décorations de la Jamahiriya. *JR* (3), 13-3-1425 (1996) : 71-74.

SÛRETÉ INTÉRIEURE

Chasse

– Décret n° 6-1426 du Com. pop. gén. à la Justice et la sûreté nationale du 7-12-1425 portant interdiction de l'exercice de la chasse (de tous les gibiers, à poils et à plumes) sur la totalité du territoire de la Jamahiriya. *JR* (3), 16-2-1426 (1997) : 73.

Le fait que ce décret a été pris par le Com. pop. gén. à la Justice et la sûreté nationale, montre que la protection de la faune libyenne n'est probablement pas l'unique but poursuivi par cette interdiction. La sanction prévue, la confiscation des armes de chasse, montre qu'il s'agit plus d'une question de sécurité intérieure, que de protection du gibier.

TRANSPORT

Transport aérien

– Décret n° 295-1425 du CGP du 2-10-1425 portant création d'un organisme chargé de l'entretien, de la maintenance et de la protection de la flotte aérienne (commerciale). *JR* (23), 20-11-1425 (1996) : 695-699.

Depuis l'embargo aérien que subit la Jamahiriya, la flotte commerciale ne dispose que de l'espace libyen pour se déplacer (sauf très rares exceptions), on comprend que son entretien ait besoin d'être mieux organisé.